

TABLE RONDE

SCIENCES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT

François RAJAOSON

Professeur Titulaire, Ancien Recteur,
Département de Sociologie – FACDEGS,
Université d'Antananarivo, Madagascar.

Propos introductif

Cette table ronde intitulée « Sciences Sociales et développement » est proposée pour amorcer les débats dans le cadre de ce colloque.

En effet, une séance de discussions libres sur les rôles des sciences sociales dans la mise en œuvre du développement nous semble nécessaire ; à cet égard, les communications, qui seront présentées par les intervenants, permettront certainement de visualiser quelques points de repères susceptibles d'orienter les discussions.

Beaucoup d'interrogations sur le concept de développement ont été avancées par divers pratiquants des sciences sociales.

- La genèse de la sociologie du développement

La sociologie s'est toujours préoccupée du développement des sociétés humaines, mais la sociologie du développement, en tant que discipline particulière, a une existence relativement récente. Certes, les questions touchant le phénomène colonial, la décolonisation, et les indépendances étaient déjà soulevées vers le début du XXe siècle, néanmoins c'est surtout après la Deuxième Guerre Mondiale que les chercheurs ont commencé à aborder les réflexions systématiques et scientifiques portant sur la situation des pays colonisés, et sur le processus de décolonisation ainsi que le développement.

Au demeurant, cette période correspondait au lancement du Plan Marshall en Europe en 1948, et du Plan de Colombo en Asie en 1950. Par ailleurs, on sait que c'était après cette seconde guerre mondiale que le phénomène de décolonisation et les mouvements de libération nationale se manifestaient, avec une tonalité particulière, sur la scène internationale, notamment en Asie et en Afrique.

- Les différentes théories sur le développement

De prime abord, il convient de reconnaître que les termes employés pour cerner le phénomène de sous-développement traduisent déjà la diversité des conceptions sur le sujet.

Effectivement, les expressions suivantes ont été proposées : pays sous-développé, pays en voie de développement, pays arriéré ou en retard, tiers monde, zone des tempêtes, sociétés dominées ou dépendantes, sociétés traditionnelles, actuellement on parle surtout de pays en développement.

Toutes ces appellations véhiculent en elles-mêmes des théories sous-jacentes, qui méritent d'être explicitées.

Pour simplifier, et en guise de jalons pour lancer le débat, on peut ranger ces diverses théories en deux grandes orientations.

- *La tendance libérale*

Le point commun qui regroupe les théories de cette tendance réside essentiellement dans l'hypothèse du développement unilinéaire des sociétés, à savoir considérer les sociétés industrialisées comme l'étape supérieure et moderne à rattraper par les pays dits sous-développés.

C'est dans cette orientation que l'on peut classer la théorie des stades ou des étapes développée par W. Rostow ; il en est de même du dualisme et du diffusionnisme qui débouchent sur la distinction entre société moderne et société traditionnelle.

- *La théorie de la dépendance*

Plusieurs variables gravitent autour de cette tendance qui se réclame de près ou de loin du marxisme. La théorie de la dépendance vise à mettre en relief l'état de domination subi par les pays dits sous-développés. Il s'agit de l'exploitation économique et de l'oppression politico-culturelle perpétrées par l'impérialisme mondial. (Henrique Cardoso, Celso Furtado, Gunder Frank en Amérique Latine, Samir Amin, Pierre Fougereyrollas en Afrique ...)

- Le contexte de la mondialisation

La fin de la guerre froide et la désintégration progressive du bloc socialiste ont débouché sur la mondialisation actuelle. Ce phénomène est caractérisé essentiellement par la globalisation de l'économie et par le développement sans précédent des technologies de l'information et de la communication. La pensée unique qui en résulte véhicule un paradigme dominant, qui dicte les nouvelles approches du développement.

Dans cette perspective, les plans de développement semblent être réduits à la lutte contre la pauvreté, du reste les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) visent à réduire de moitié la pauvreté en 2015, en ce sens que la visée d'une cité nouvelle tendant vers la justice sociale n'est pas explicitement mise en exergue ; d'où le questionnement suivant : « Allons-nous actuellement vers une marchandisation de la pauvreté ? »